

Compte-rendu de la rencontre des sociétés savantes et associations ADIREM, APMEP, ARDM, CFEM, Femmes et Mathématiques, SFdS, SMAI et SMF au MENJ le 16 juin 2022

À la suite de notre demande d'audience auprès du nouveau ministre de l'Éducation Nationale, nous avons été reçus jeudi 16 juin 2022 par Madame Julie Benetti, conseillère du Ministre et Monsieur Thomas Leroux, Conseiller aux affaires pédagogiques et aux savoirs fondamentaux. Il n'y avait personne de la DGESCO.

Étaient présents pour les sociétés savantes et associations de mathématiques

Christophe Hache vice-président de l'ADIREM, Sébastien Planchenault président de l'APMEP, Cécile Ouvrier-Buffet présidente de l'ARDM, Viviane Durand-Guerrier présidente de la CFEM et représentante de Femmes & Mathématiques, Yann Demichel vice-président de la SMAI et Mélanie Guenais vice-présidente de la SMF et représentante de la SFdS.

Rappel du contexte

Les sociétés savantes et associations de mathématiques sont structurées au sein de la CFEM (Commission Française pour l'Enseignement des Mathématiques, présidée par Viviane Durand-Guerrier), qui est la section française de l'International Commission on Mathematical Instruction (ICMI). Elles font également partie d'un collectif de 31 sociétés savantes coordonné par Mélanie Guenais, qui réunit un très grand nombre de disciplines scientifiques représentant plus de 20 000 adhérents.

Cette réunion fait suite à deux demandes d'audience auprès du ministre de l'Éducation Nationale faites par les sociétés savantes et associations de mathématiques regroupant la communauté des universitaires, des professeurs de mathématiques de la maternelle à l'université et des formateurs d'enseignants.

Compte-rendu des échanges

Après une présentation rapide de la CFEM, suivie d'un tour de table mettant en avant nos complémentarités, nous avons rappelé les problèmes soulevés par la structure du cycle terminal du lycée général depuis la réforme de 2019, et l'insuffisance et l'inadaptation de la mesure adoptée pour la rentrée 2022, notamment pour la réduction des inégalités de genre, socio-économiques et territoriales, et nous avons rappelé nos demandes, notamment :

- Rééquilibrer les enseignements entre « Sciences » et « Humanités » au sein du cycle terminal du lycée général (première et terminale).
- Offrir à tous les élèves un enseignement de mathématiques adapté à leurs aspirations et à leurs projets de poursuite d'études et ouvert sur la culture.

Les premiers échanges ont porté sur nos relations avec la DGESCO, sur nos liens avec le premier degré, et sur la dimension internationale de la CFEM.

Nos interlocuteurs nous ont ensuite informés de la position du ministère : le choix d'introduire des mathématiques dans le tronc commun de 1^{ère} générale à titre facultatif à la rentrée 2022 a été fait par le ministère pour une année transitoire (2022/2023) afin de vérifier comment cette offre repositionne les choix des élèves. Le ministère considère que la réforme est récente, et que l'insuffisance du vivier est le résultat d'une histoire ancienne. Le ministère ne remet pas en cause la réforme telle qu'elle a été pensée, seules des adaptations à la marge sont envisageables à ce stade. Il considère que la question de l'enseignement des mathématiques est plus large et se situe principalement au niveau de l'école primaire et du collège, et de la formation des professeurs des écoles.

Nous avons rappelé la demande, portée par la CFEM et le collectif de 31 sociétés savantes de toutes les disciplines scientifiques, de mettre en place sans attendre un groupe de travail intégrant à part entière les acteurs de l'enseignement et les spécialistes issus de la communauté scientifique et de prendre en compte les propositions de ces experts afin de construire une offre de formation mathématique et scientifique pour tous et toutes à la hauteur des immenses défis auxquelles notre société est confrontée. Nous avons invité Madame Benetti à assister à la journée de travail du collectif organisée le 1^{er} juillet 2022.

Enfin, l'APMEP a mentionné une demande forte de transparence au sujet de la prise en compte des contributions des enseignants lors des consultations des programmes de mathématiques. Il n'y a pas eu d'engagement sur ce point.

